

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017



SOMMAIRE



| | |
|---|----|
| En 2017, l'actualité en Afrique centrale a été riche et notre plaidoyer aussi | 4 |
| Pour un commerce plus juste avec le Pérou | 6 |
| L'Europe, au carrefour de son destin | 7 |
| Etude : Une école hors les murs | 8 |
| Etude : Une Terre à bout de souffle | 9 |
| Nos volontaires agissent en Wallonie | 10 |
| Formation des volontaires au plaidoyer politique | 11 |

| | |
|---|----|
| Formation : Migrants et réfugiés : regard global et bilan de la situation en Belgique | 12 |
| Notre offre de formations | 13 |
| Le plaidoyer comme levier d'action | 14 |
| Outils de communication | 16 |
| Justice et Paix dans les médias | 17 |
| Rapport financier 2017 | 18 |

ÉDITO



Chère lectrice, cher lecteur,

2017 et 2018 sont des années importantes pour la Commission Justice et Paix francophone de Belgique !

D'abord parce que nous célébrons notre anniversaire ! En effet, en 1967, voyait le jour la Commission *Justitia et Pax* belge. Nous sommes aujourd'hui très fiers de partager avec vous certaines de nos réalisations de l'année 2017. Pour célébrer nos 50 ans, nous avons souhaité moderniser notre image. Notre nouveau logo symbolise notre identité multiple, notre inspiration catholique et notre engagement international.

Un anniversaire, c'est une occasion de faire le point sur son passé mais aussi de rêver un avenir. Inspirés par l'Encyclique *Laudato Si*, nous pensons que c'est un dialogue transparent et constant entre décideurs politiques, acteurs économiques et citoyens qui pourra faire la différence. Les différents processus

électoraux à venir dans notre pays seront l'occasion de faire entendre nos revendications pour plus de paix et de justice, ici en Europe mais aussi en Afrique centrale et en Amérique latine.

2018 sera également une année de changement pour l'équipe de Justice et Paix. Après 16 années à nos côtés, notre secrétaire générale Axelle Fischer part pour de nouveaux horizons professionnels. Je profite de ces quelques lignes pour la remercier pour son engagement sans faille et pour les impulsions déterminantes qu'elle a données à notre association ! Timur Uluç, précédemment chargé de plaidoyer et de communication, reprendra le flambeau... nul doute que les années à venir seront fécondes en initiatives pour la paix.

Arnaud Gorgemans
Président

JUSTICE ET PAIX, CONCRÈTEMENT

2017 en quelques chiffres :

- Plus de 120 responsables politiques touchés par nos interpellations et nos rencontres, régulièrement organisées aux côtés de nos partenaires d'Afrique centrale et d'Amérique latine.
- Plus de 34 apparitions dans la presse généraliste et associative belge dont 14 dans des médias catholiques. Pour en savoir plus : www.justicepaix.be/-Dans-les-medias-
- 113 enseignants et futurs enseignants formés via nos formations et nos outils pédagogiques. Plus de 76% des enseignants ayant répondu à notre questionnaire d'évaluation souhaitent utiliser nos contenus pédagogiques et analytiques.
- Plus de 900 personnes sensibilisées au cours de 45 animations.
- Plus de 98.000 visites de notre site internet www.justicepaix.be et une augmentation de plus de 40% de nos abonnés digitaux !

Tout ce travail ne pourrait se faire sans la centaine de volontaires qui œuvrent au quotidien aux côtés de l'équipe de permanents... Cette brochure, qui présente la synthèse de leur travail au cours de l'année 2017, est l'occasion de vous informer de nos activités mais également de les remercier chaleureusement pour leur investissement !

En 2017, l'actualité en Afrique centrale a été riche et notre plaidoyer aussi !

Plaidoyer politique

A l'occasion de leur tournée européenne de plaidoyer, nous avons reçu la visite de nos partenaires de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO).



La délégation est venue dans le but de partager ses préoccupations sur la situation dramatique que connaît aujourd'hui la population congolaise en raison de la crise politique majeure qui paralyse le pays. Les représentants de la CENCO sont venus solliciter le soutien de la Belgique et de l'Union européenne.

Leur visite a suscité un vif intérêt puisque nous avons eu l'occasion d'accompagner nos partenaires auprès de nombreux acteurs politiques-clefs. Nous sommes allés à la rencontre des Ministres Messieurs Didier Reynders et Alexander de Croo, ainsi que des représentants de la Chambre du Parlement Fédéral. De nombreux parlementaires européens belges se sont également rendus disponibles. Cela a été l'occasion de délivrer un message fort de solidarité à l'égard du peuple congolais qui aspire à la démocratie et au respect de ses droits fondamentaux.



Mission commune en République Démocratique du Congo

Dans le cadre de notre partenariat, des permanents de Justice et Paix et de Caritas International sont partis en mission en République Démocratique du Congo au mois de novembre 2017. Nous nous sommes tout d'abord rendus à Kinshasa pour rencontrer nos partenaires et recueillir leur analyse de la situation politique et électorale. Dans un second temps, nous sommes allés dans la région du Grand Kasai, qui connaît depuis 2016 un conflit aux lourdes conséquences (1,5 million de déplacés, plus de 30 000 réfugiés, épidémie, malnutrition...).

Les rencontres que nous avons pu faire sur place, conjuguées aux visites de projets sur le terrain, nous auront permis de mieux comprendre les causes profondes de ce conflit et les questions sous-jacentes qu'il soulève. Cette mission commune aura également permis de "mettre en œuvre" notre partenariat avec Caritas, et de produire un message commun. Les témoignages récoltés sur place ont par exemple été mis en vidéo pour sensibiliser le grand public ici en Belgique.

Pour un commerce plus juste avec le Pérou



Le plaidoyer sur le Pérou a battu son plein en 2017 ! Fin mai, Javier Mujica de l'ONG péruvienne Equidad a été auditionné au Parlement Wallon à propos de la ratification de l'accord de libre commerce entre le Pérou, la Colombie, l'Équateur et l'Union européenne. Le Parlement de Wallonie fait en effet partie des derniers parlements à ne pas avoir ratifié l'accord. Notre message: Rati-



fiez, mais à condition que l'accord soit amélioré dans son contenu ! Et que les dispositions qui concernent les droits fondamentaux deviennent contraignantes. Car les violations des droits humains, environnementaux et du travail sont multiples au Pérou et l'accord ne permet pas d'améliorer la situation sur le terrain. C'est pourquoi, en collaboration avec de nombreux partenaires européens

et péruviens, Justice et Paix a déposé une plainte auprès de la Commission européenne pour violations flagrantes de l'accord en matières d'environnement et de travail par le Pérou. Nous attendons de la Commission européenne qu'elle assume ses responsabilités et que les engagements de l'accord sur ces thèmes soient respectés. Il est temps de redonner la priorité aux droits humains.

L'Europe, au carrefour de son destin



En février 2017, les Secrétaires généraux des différentes Commissions de Justice et Paix en Europe se sont réunis à Ljubljana afin de renforcer les synergies à l'échelle européenne.

Justice et Paix bénéficie d'un réseau européen qui s'articule autour de nombreuses rencontres et un travail de plaidoyer commun. En 2017, les 31 Commissions se sont donné comme objectif d'interpeller décideurs politiques, société civile et Église sur les défis qui nous attendent afin que le projet européen continue de se construire avec ses citoyens. Cette prise de position, résolument éthique

et politique, a pour objectif de mettre en évidence les réalités sociales vécues dans les différents pays européens. Le projet d'une Europe paisible et unie se situe maintenant à un carrefour historique. Le retrait du Royaume-Uni, les tendances à la renationalisation et un rejet plus ou moins déclaré de l'Union par certains partis constituent des signes inquiétants.

Dans l'objectif de contribuer au projet européen et de ranimer celui-ci autour des valeurs qu'il incarne, la Conférence de Justice et Paix Europe s'est unie autour de multiples propositions politiques engagées et concrètes. Ces engagements se sont orientés vers davantage de solidarité dans la question du droit à l'asile, le renforcement du pilier européen sur les droits sociaux, le respect des droits environnementaux, la lutte contre les fraudes fiscales ou les transactions financières incontrôlées, ou encore le renforcement du processus démocratique européen.

Études

Une école hors les murs

La première étude de l'année, "Une école hors les murs", est née d'un questionnement collectif, celui du groupe "pédagogie" de Justice et Paix qui, pendant plusieurs mois, s'est interrogé sur les liens entre éducation permanente et monde de l'école. Ces deux lieux importants de l'éducation semblent en effet souvent évoluer côte à côte, mais sans se croiser, ni même réellement se connaître. Or, si leurs approches et méthodologies sont très différentes, ils partagent au moins un objectif commun : celui de vouloir favoriser l'émancipation de leur public. Mais de quelle émancipation parle-t-on ? De quelle façon l'envisage-t-on, de part et d'autre ? Que signifie, aujourd'hui, être un enseignant émancipé et émancipateur, un acteur de changement ?

A travers cet ouvrage, nous avons voulu engager le débat sur cette mission précise de l'enseignement, pour laquelle certains enseignants se sentent en manque d'outils et d'analyse. Car nous sommes convaincus que notre société ne peut se satisfaire d'une école qui se contenterait de former des jeunes à trouver une place dans le monde tel qu'il est, sans bagage pour le critiquer de façon éclairée et le transformer. L'école doit donc permettre aux jeunes de développer leur imaginaire, de penser et d'agir pour d'autres possibles.



Par la suite, cet ouvrage a débouché, entre autres, sur une carte blanche dans *La Libre Belgique*, une conférence au Salon de l'éducation, une table-ronde avec des professeurs de l'enseignement secondaire et le projet de création du *Circept*, un outil pédagogique à destination des enseignants.

Une Terre à bout de souffle

A travers sa deuxième étude de l'année, "Une planète à bout de souffle", Justice et Paix a entrepris de démontrer en quoi la destruction des écosystèmes et l'appétit extrêmement vorace de notre civilisation industrielle en hydrocarbures et minerais faisaient peser une menace importante sur les conditions d'existence des sociétés humaines. Un autre objectif de cette publication était de montrer que des alternatives existent.

En articulant différentes échelles d'action (individuelle, citoyenne et politique), nous avons le pouvoir d'inverser la spirale suicidaire dans laquelle nous sommes engagés. Toutefois, les défis immenses auxquels les êtres humains sont confrontés ne relèvent pas seulement des moyens, mais d'un changement culturel de grande ampleur, à une recherche de sens qui implique des approches pluridisciplinaires.

Il s'agit notamment de transformer notre rapport au bonheur, à la nature et à l'existence pour sortir des mirages de la croissance comme unique conception de la prospérité. Il importe d'écrire de nouveaux récits utopiques, de nouvelles formes d'organisation sociale et de nouveaux horizons vers lesquels se projeter.



CONFÉRENCE "EXPLOITER LA TERRE À TOUT PRIX ?"

Dans la continuité de cette étude, Justice et Paix a organisé une grande conférence à Louvain-La-Neuve autour des conséquences sociales et environnementales de l'extractivisme avec comme invités, Anna Bednik, Journaliste indépendante, auteure de l'ouvrage "Extractivisme", Nicolas Pinet, chercheur à l'Université de Paris-Diderot et rédacteur en chef de la revue latino-américaine *DIAL*. En plus de ces deux intervenants, nous avons pu compter sur la présence de Myrian Cisneros, Présidente du peuple Sarayaku en Amazonie équatorienne. Cette dernière est venue parler à la fois des conséquences de l'extractivisme sur son peuple et des alternatives proposées par la population.

Nos volontaires agissent en Wallonie !

Grâce à l'action des Commissions régionales de Namur, Liège et du Brabant wallon, Justice et Paix fait également progresser ses missions dans différents endroits de Wallonie ! Depuis plus de

2 ans, le groupe de volontaires de Namur travaille sur la question de l'accès au logement et la mise à disposition des biens de l'Eglise. Ce groupe réfléchit également aux problématiques liées à

la mixité sociale ou aux conséquences des phénomènes de gentrification dans les quartiers.

Quant au groupe du Brabant wallon, il s'est penché tout particulièrement sur la RD Congo en organisant entre autres la conférence "Les nouvelles technologies, à quel prix pour le sud ?" avec la participation du journaliste Vincent Georis et de Jacques Kabongo de la Commission de Liège.

Enfin, le colloque "À la rencontre des pauvretés" organisé le 16 novembre 2017 par les volontaires de Liège illustre à merveille l'importance de l'action citoyenne pour faire progresser la justice sociale. Pendant une matinée, des personnes vivant en situation de pauvreté, des experts, des témoins, des conteurs se sont succédé pour confronter le public aux multiples visages pris par



l'exclusion. Nous avons ainsi pris conscience du fait que la pauvreté n'était pas que financière. La prison, la fracture numérique, la rue, l'illettrisme ainsi que le regard que l'on pose sur le handicap ou la personne migrante peuvent être autant de sources de souffrance. Enfin, nous avons pu voir que les pauvretés ne sont pas une fatalité ! Lorsque les citoyens agissent avec solidarité, les personnes peuvent retrouver leur dignité. Pour reprendre les mots de sœur Françoise, "les corps, les cœurs et les esprits peuvent être restaurés" lorsqu'on prend le temps d'agir avec les personnes exclues.

Formation des volontaires au plaidoyer politique !

En tant que citoyens, nombreuses sont les injustices qui nous heurtent ou nous révoltent ! Qu'il s'agisse de fiscalité, de genre, de démocratie, d'environnement, de migration, de travail ou d'alimentation, les raisons de s'indigner sont nombreuses... Devant l'ampleur de ces enjeux, nous pouvons nous sentir démunis. Que faire ? **Comment passer de l'indignation à l'action ?** Quels moyens s'offrent à nous pour peser sur le réel ? Comment concrètement faire progresser nos idéaux de Justice et de Paix ?

C'était tout le sens de **la formation au "plaidoyer politique"** à laquelle nous avons convié nos volontaires le temps d'une soirée, au mois de décembre dernier. Une dizaine de personnes s'est ainsi formée aux stratégies de l'action politique et citoyenne dans

une atmosphère conviviale. Dans un premier temps, nous avons pu compter sur l'expertise et l'expérience de **Nicolas Van Nuffel**, responsable plaidoyer politique du CNCD – 11.11.11. Celui-ci a pu témoigner notamment de l'importance d'un travail de synergie pour faire progresser une vision de la société respectueuse des droits humains, en formant notamment des coalitions ou des plateformes larges et diverses.

La construction et la rédaction de revendications communes permettent à un mouvement de s'assurer une légitimité démocratique et de s'appuyer sur une masse critique pour influencer les responsables politiques. Dans la suite de la soirée, la réflexion des volontaires s'est poursuivie autour de la **"Justice migratoire"**.



Formations

Migrants et réfugiés : regard global et bilan de la situation en Belgique

Migrations et ressources naturelles. Le lien entre ces mots ne vous paraît peut-être pas tout de suite évident... Pourtant, il existe bel et bien. Les ressources naturelles exploitées dans les pays du Sud peuvent alimenter des conflits qui dégradent les cadres de vie des populations alors poussées au départ. C'est le cas notamment en RD Congo, où les conflits armés financés notamment grâce au commerce des minerais, dévastent l'Est du pays depuis des décennies. Des centaines de milliers de personnes ont été forcées de quitter leur foyer pour trouver refuge dans les pays voisins et, si leurs moyens le permettent, en Europe. Une fois chez nous, la situation n'est pas simple et il n'est pas certain qu'elles pourront trouver une vie plus paisible. Pourtant, si on prend un peu de distance, on se rend compte que nous ne sommes pas tout à fait étrangers à ces situations. Car, bien souvent, les ressources de ces pays sont consommées en Europe. Ces enjeux, nous les analysons dans la formation

"Migrants et réfugiés : regard global et bilan de la situation en Belgique", créée par Caritas International et Justice et Paix en 2017. Nous avons pu former une cinquantaine de personnes, citoyens, associations, enseignants, etc. sur cette situation si complexe, dont il est aujourd'hui primordial de saisir les tenants et aboutissants afin de construire les conditions d'un vivre-ensemble harmonieux.

En 2017 a débuté le programme commun de Justice et Paix et Caritas International financé par la Coopération Belge au Développement. Ce programme de 5 ans va nous permettre de construire des liens entre des problématiques globales trop souvent analysées de façon isolée : les ressources naturelles, les conflits, les migrations et la sécurité alimentaire.



Notre offre de formations

Les formations proposées par Justice et Paix :

- **L'or, de la mine au GSM: de multiples acteurs au cœur de la mondialisation :** Nos téléphones portables sont une véritable mine d'or, au sens propre comme au figuré ! Le précieux minerai, avant de rejoindre le cœur de nos GSM, passe entre les mains de nombreux acteurs. Les relations entre ceux-ci sont complexes mais révèlent des logiques géostratégiques essentielles pour percevoir les fils de la mondialisation.
- **Au-delà du PIB, d'autres indicateurs de prospérité :** Notre société tend à faire de la croissance du PIB un objectif en soi. Pourtant, l'augmentation du niveau de vie n'offre pas l'assurance d'une amélioration du bien-être, en tout cas dans nos pays industrialisés. En réaction à cette tendance, un mouvement propose depuis plusieurs décennies un "au-delà du PIB" et cherche à définir comment orienter la vie en société au-delà de la croissance économique.
- **Pour une analyse citoyenne des conflits internationaux :** Les conflits internationaux font partie intégrante de l'histoire de l'humanité. Il est essentiel de pouvoir disposer de clés pour les comprendre, démêler leur origine et leur complexité ainsi que pour confronter les différents points de vue à leur égard. Dans ce but, la géopolitique mondiale contemporaine, à travers l'analyse de la situation des grandes puissances, fera l'objet d'une attention particulière.
- **Histoire, mémoire et lutte contre l'impunité : vivre ensemble après un conflit.** Les questions de mémoire et d'histoire sont complexes. Elles traversent la vie de chaque individu et sont inhérentes à l'évolution des sociétés. Nous y sommes confrontés tous les jours. Et la gestion de la mémoire d'un conflit, récent ou non, est cruciale pour permettre de vivre ensemble sereinement dans une société commune.

Si vous souhaitez que nous organisions une formation spécifique pour vos collègues, des étudiants ou un groupe de citoyens sur l'un de ces thèmes, c'est possible. Contactez-nous pour que nous mettions en place la formule la plus adaptée !

Le plaidoyer comme levier d'action



La Commission Justice et Paix travaille constamment pour un monde plus juste et plus durable. Cette mission se concrétise par un travail d'analyse régulier, mais également par un effort de communication politique. À nos yeux, il est en effet primordial de donner un relais à nos réflexions et de les transposer dans la sphère politique pour en retirer de véritables engagements.

Pour y parvenir, Justice et Paix se base sur une palette d'outils variés et complémentaires : organisation de conférences, rédaction de rapports et d'analyses, rencontres bilatérales, courriers ciblés... Un travail de veille politique est fondamental pour donner à notre organisation une capacité de réaction pertinente et reconnue. Mais au-delà de cette vigilance assidue, il est également important de rester nous-mêmes proactifs, de consolider une vraie force de proposition et d'anticiper les opportunités législatives liées à nos thématiques.

Nos partenaires d'Afrique centrale et d'Amérique latine sont évidemment au cœur de notre stratégie de plaidoyer. Si nous sommes conscients des réalités qui les touchent, ce sont eux qui demeurent les principaux protagonistes des enjeux sur lesquels nous travaillons. Le plaidoyer politique (*"Advocacy"* en anglais) consiste donc à donner de la voix (*"ad-*

voc") à ceux et celles qui subissent les inégalités, les conflits et les injustices.

Aujourd'hui, lorsqu'on parle de ressources naturelles, de démocratie ou encore de droits humains, il est désormais indispensable de penser "en amont", d'interpeller nos responsables politiques sur l'impact que nos décisions belges et européennes ont sur les populations du Sud. Le travail de plaidoyer est donc plus pertinent que jamais afin de profiter des espaces de dialogue existants et de renforcer le rôle consultatif de notre démocratie. Bien sûr, le citoyen a un rôle majeur à jouer dans cet exercice d'influence : ce n'est qu'avec un soutien populaire substantiel et averti que nous parvenons à partager cette vision d'une société plus harmonieuse. Notre mission d'information s'inscrit pleinement dans ce cadre.

Business & Droits humains, une réalité (in)conciliable ?

On le sait bien, notre consommation en minerais à destination de nos GSM, ordinateurs, ou autres produits *"high-tech"* est la cause de nombreux problèmes dans les pays du Sud : corruption, violation de droits humains, pollution, conflits sociaux et armés...



Mais ce constat peut être également élargi à d'autres chaînes d'approvisionnement internationales, telles que celles du textile, de l'agro-alimentaire, ou d'autres ressources naturelles. Dès lors, comment empêcher que notre consommation ne déstructure de nombreuses régions à travers le monde ? C'est précisément l'objectif d'un traité en devenir au sein des Nations Unies, actuellement en négociation à Genève.

Celui-ci vise à rendre responsables les entreprises transnationales à l'égard de leurs filiales, leurs fournisseurs ou partenaires afin que tous soient vigilants sur le respect des droits humains. Justice et Paix soutient pleinement ce projet de traité contraignant et ambitieux pour les entreprises !

Outils de communication

La communication est un exercice crucial auquel doit se livrer Justice et Paix pour arriver à maintenir à l'agenda politique les enjeux de paix et de solidarité internationale qui lui sont chers. La promotion de notre travail et de nos valeurs repose aujourd'hui sur cinq grands piliers, complémentaires entre eux.

- 1 Nos analyses** constituent la matière à communiquer et à partager. En 2017, plus de 31 articles ont été rédigés par les différents animateurs, étoffés de sources variées et par notre expérience du terrain.
- 2 Notre site web** est constamment alimenté en contenu, en offres de formations, en actualités... Quelques 7000 visiteurs s'y baladent mensuellement afin de retrouver l'information dont ils ont besoin. Campagnes thématiques, prises de position sur l'actualité, revues de presse... sont autant de contenus disponibles instantanément en ligne.
- 3 La revue "Pour Parler de Paix"**, le trimestriel gratuit de Justice et Paix, continue d'être envoyé aux quatre coins de la Belgique à plus de 2000 abonnés. Le format a été renouvelé au cours de l'année pour améliorer le confort de lecture et offrir encore davantage de contenu.
- 4 Par le biais de nos newsletters électroniques**, plus de 5000 personnes reçoivent mensuellement dans leur

boîte mail une sélection des meilleurs articles, des événements à ne pas manquer, ou encore les différentes offres de l'association. Justice et Paix s'est également lancée dans l'envoi de courriers électroniques pour le monde scolaire et le monde politique, reprenant les informations spécifiques qui les concernent !

- 5 Enfin et naturellement, les réseaux sociaux** font partie intégrante de la stratégie de communication de notre organisation. Avec une augmentation de plus de 40% de nos abonnés à ces outils digitaux, ces pages web constituent de vraies vitrines en temps réel, relayant quotidiennement nos activités et celles de nos partenaires.

SUIVEZ-NOUS !

Pour obtenir de l'information utile, gratuitement et efficacement, n'hésitez pas à vous abonner à nos newsletters, notre revue "Pour Parler de Paix", ou encore à nous suivre sur les réseaux sociaux !

Plus d'information via notre site www.justicepaix.be ou par mail info@justicepaix.be.

Justice et Paix dans les médias

En 2017, la Commission Justice et Paix a multiplié ses apparitions dans la presse dans l'objectif de relayer au mieux ses travaux et ses positions sur les enjeux qui la concernent. Bien loin d'être exhaustif, cet aperçu permet de situer l'importance de la **réactivité** de notre association, mais aussi sa force à **faire naître le débat** au sein de l'espace médiatique belge... et international !



Rapport financier 2017

| RECETTES 2017 | € | % |
|---|-------------------|----------------|
| Ventes et prestations | 5.005,87 | 0,87% |
| Dons | 10.551,21 | 1,83% |
| Aides à l'emploi | 52.886,81 | 9,17% |
| Direction Générale de la Coopération au Développement | 135.220,69 | 23,45% |
| Fédération Wallonie-Bruxelles | 244.633,62 | 42,43% |
| Subventions publiques pour projets particuliers | 1.385,00 | 0,24% |
| Fonds privés | 48.376,63 | 8,39% |
| Autres produits d'exploitation | 78.492,91 | 13,61% |
| TOTAL RECETTES | 576.552,74 | 100,00% |

| DÉPENSES 2017 | € | % |
|---|-------------------|----------------|
| Activités en éducation | 430.253,18 | 77,60% |
| Infrastructures permanentes et administration | 106.165,61 | 19,15% |
| Autres charges | 3.549,35 | 0,64% |
| Dotations, amortissements et provision évaluation DGD | 14.474,44 | 2,61% |
| TOTAL DÉPENSES | 554.442,58 | 100,00% |

Recettes : 576.552,74 euros

En 2017, nos principales sources de financement proviennent, d'une part, de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) pour notre travail d'analyse et d'écriture ainsi que pour notre travail d'animation et de formation (presque 43% du total des recettes) et, d'autre part, de la

Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) pour notre travail en tant qu'ONG d'éducation au développement (presque 24% du total des recettes).

Les recettes de l'asbl en 2017 ont grimpé de presque 6% par rapport à celles de 2016. Ceci est dû principalement à l'augmentation des subventions publiques (notamment dû à l'augmentation des subsides de la FWB suite à la montée en catégorie en Axe 1 et la reconnaissance d'un mi-temps supplémentaire) et celle des autres produits d'exploitation. Les ventes et prestations de services, quant à elles, diminuent un peu.

La Commission Justice et Paix continue à travailler activement pour diversifier ses sources de revenus afin que celles-ci puissent lui permettre de travailler sur différents axes avec une plus grande autonomie financière. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui produit ses effets progressivement et qui demande de la constance et de la rigueur de la part de toute notre équipe. A cet égard, nous avons répondu à des nouveaux appels à projet (autant de bailleurs de fonds publics que privés) en 2017 et espérons des réponses positives pour nous engager encore davantage en 2018.

Dépenses: 554.442,58 euros

En 2017, nous avons entamé (en collaboration avec Caritas International) un nouveau programme de travail quinquennal avec la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD): "*Empowerment dans un monde en*

mouvement". C'est notamment notre travail autour des ressources naturelles et des migrations, dont vous pouvez prendre connaissance dans ce rapport, qui est en grande partie possible grâce à ce financement. L'ensemble des travaux réalisés en 2017 dans le cadre de ce programme quinquennal, nos activités en éducation permanente et nos autres activités, ainsi que les frais fixes de notre asbl ont impliqué des dépenses pour un montant de 554.442,58€. Étant donné que les recettes ont été plus élevées (576.552,74€) notre asbl clôture l'année 2017 avec un **boni autour de 22.000,00€**, en renversant la tendance des années 2015 et 2016 qui ont présenté des gros déficits. Les charges de l'asbl ont diminué de 5% par rapport à 2016. Ceci s'explique par la diminution des frais d'édition d'études et des rétributions de tiers, ainsi que la diminution des frais de personnel.

Récolte de dons

Cette année encore, vous avez soutenu notre cause et notre travail pour un monde plus juste et en paix. Nous tenons à vous remercier chaleureusement pour vos dons ! Ils constituent la part de fonds propres nécessaires pour développer toutes nos activités, dont une partie seulement est subsidiée par les pouvoirs publics. Dans un contexte difficile de coupures budgétaires de la Coopération au développement belge, votre soutien est d'autant plus essentiel afin de pouvoir développer des activités de qualité. Votre geste de générosité, quel qu'il soit, nous permet de continuer

à travailler en faveur de la paix et de la justice. Le montant total des dons reçus en 2017 s'élève à 10.558,71€, soit une augmentation de 3% qui renverse la tendance de négative de 2016. La récolte de fonds privés reste néanmoins un défi pour notre organisation, la croissance des recettes demeurant modeste en 2017 (quelques 300 € de plus qu'en 2016).

Vos dons nous permettent de continuer notre travail de plaidoyer, de recherche, de sensibilisation et de formation auprès de nos différents publics. Chaque donation contribue au maintien et développement des nombreuses activités auxquelles nous faisons référence dans ce rapport. L'équipe des permanents, les nombreux bénévoles, fidèles au poste, et vos dons forment la combinaison qui permet d'aboutir à un travail cohérent et pertinent, dans un monde qui nécessite – peut être plus que jamais – une mobilisation citoyenne pour la paix et la justice.

**Un énorme merci pour votre fidèle soutien en 2017 et pour celui que vous nous consacrerez encore en 2018 !
Faites un don pour la Justice ! Faites un don pour la Paix !
IBAN : BE30 0682 3529 1311**

En tant qu'institution agréée, une domiciliation de 3,5 euros par mois au bénéfice de Justice et Paix vous permet déjà d'obtenir une attestation fiscale (délivrée à partir de 40 euros versés par année).



Justice & Paix

Comprendre pour mieux agir

Justice et Paix construit un monde en paix, plus juste et moins violent. Notre action se centre sur la promotion des droits humains et de la justice, en tant que facteurs d'une paix et d'un développement durables. La prévention et la gestion des situations de conflit et d'après conflit se trouvent au cœur de notre travail.

Ce que nous proposons est une société basée sur un modèle de coopération, seul capable de créer les conditions pour une transition juste vers un monde où les relations entre les différentes parties de la planète sont rééquilibrées. Notre organisation prône la justice sociale et climatique, la défense des droits humains et la protection

de l'environnement. Nous œuvrons donc à l'émergence d'un développement durable accessible à toutes et tous, basé sur les valeurs de paix, de justice et de coopération entre les peuples.

Nous nous donnons comme mission de conscientiser citoyens et décideurs sur les situations de conflit et les encourager à être acteurs de paix et de justice ici et ailleurs. L'objet de notre travail est de développer une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société. Nous orientons notre action vers le grand public, les enseignants, le milieu associatif, notamment issu des diasporas, et des responsables politiques.

Commission Justice et Paix
francophone de Belgique, asbl
Chaussée Saint-Pierre, 208
B- 1040 Etterbeek - Belgique

Tél. +32 (0)2 896 95 00

E-mail : info@justicepaix.be
Facebook : facebook.com/justicepaix
Twitter : [@Justice_et_Paix](https://twitter.com/Justice_et_Paix)



www.justicepaix.be